

COUPE DE FRANCE ► L'incroyable finale des handballeuses de Lucq à Bercy P.VI

Chute mortelle au Pic du Midi d'Ossau

FAIT DIVERS ► Franck Boué, un Girondin de 52 ans, a fait hier une chute mortelle d'une centaine de mètres sur la voie normale du sommet ossalois. Son corps a été transporté vers le centre hospitalier de Pau. PAGE 4



Elan : fin de l'aventure

BASKET ► Il s'en est fallu de peu hier pour que les Palois réitèrent leur exploit à Strasbourg. Défaits 72-68, ils s'arrêtent en quart des play-offs. SPORTS II-III

BÉARN

Ce que deviennent les 700 réfugiés

PAGES 2-3



HABITAT

Agglo de Pau : la mode des quartiers verts

PAGES 8-9

WEEK-END FESTIVAL

Mondial de surf et soleil : Biarritz au Zénith

PAGE 6



La fin des devoirs à la maison



Le nouveau ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer a promis «de premières applications» dès septembre de ce système, dont les détails et les modalités seront annoncés «bientôt».

Photo archives AFP

«**N**ous lançons le dispositif "devoirs faits" dès la rentrée prochaine, l'objectif est que les enfants rentrent chez eux devoirs faits», a déclaré hier le nouveau ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer, après un discours prononcé lors du 94^e congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (Peep) dans le Palais des Papes à Avignon. «Ça signifie que des devoirs, il y en a, mais qu'ils ne sont pas faits pour être faits à la maison mais plutôt dans l'établissement, de façon à créer une forme de tranquillité en famille sur ces sujets,

”
Par exemple au collège, cela peut prendre la forme d'études dirigées, de 16h à 18h.

- Dispositif pour faire les devoirs à l'école et pas à la maison, assouplissement des rythmes scolaires, CP dédoublés...
- Le ministre de l'Éducation précise ses projets pour la rentrée.

d'amenuiser les inégalités qui peuvent exister entre les familles», a poursuivi l'ex-directeur de l'Essec, ancien numéro deux du ministère dont il vient de prendre les rênes. Jean-Michel Blanquer a promis «de premières applications» dès septembre de ce système, dont les détails et les modalités seront annoncés «bientôt»: «Je vais écouter les acteurs pour affiner ce processus (...) on va s'adapter à chaque cas, par exemple au collège cela peut prendre la forme d'études dirigées de 16h à 18h le soir dans tous les collèges, et pas seulement en éducation prioritaire.»

«Les deux parents travaillant, ça devient de plus en plus difficile pour les familles de faire les devoirs avec leurs enfants», a rappelé Valérie Marty, présidente de la Peep, 2^e fédération de parents d'élèves. «Of-

frir des devoirs encadrés, dirigés, c'est une bonne chose», a-t-elle jugé sur BFMTV, saluant «une réforme pour lutter contre les inégalités sociales et scolaires».

Classes à 12 élèves: «aider les communes»

Egalement pour la rentrée, le ministre a confirmé dans son discours à Avignon un assouplissement des rythmes scolaires, en précisant que «tous les territoires satisfaits» doivent «continuer» à appliquer l'organisation actuelle. Mais les autres municipalités «pourront, si elles sont prêtes, à la rentrée prochaine changer leur dispositif avec le soutien des institutions de l'Éducation nationale», a-t-il déclaré, évoquant des «expérimentations». Ensuite, «d'ici la rentrée 2018,

nous aurons le temps de travailler aux évolutions nécessaires» en s'appuyant sur le dialogue et le consensus entre les «acteurs de terrain». «Chaque communauté éducative pourra déterminer ce qui est le meilleur pour elle avec un arbitrage in fine de l'inspecteur d'académie pour garantir l'intérêt de l'élève dans le dispositif retenu», a-t-il aussi précisé dans un entretien publié hier dans *La Provence*. Jean-Michel Blanquer a profité de ce déplacement pour rappeler son intention de renforcer l'acquisition du vocabulaire en maternelle.

Quant à la promesse d'Emmanuel Macron de réduire à 12 élèves les classes de CP et CE1 des écoles de réseaux d'éducation prioritaire (REP) et d'éducation prioritaire renforcée (REP+), qui doit commencer à s'appliquer dès la rentrée

2017 à quelque 2.000 classes, le ministre a mentionné dans *La Provence* des mesures de soutien aux collectivités: «On va travailler avec les communes et l'association des maires de France pour aider les communes à réaliser les premiers aménagements nécessaires avec une enveloppe budgétaire.» Selon lui, «il y a des endroits où le dédoublement» des classes de CP «est faisable physiquement et d'autres où ce sera difficile», et où le dispositif «plus de maîtres que de classes», dont plusieurs voix redoutent la disparition, sera maintenu.

«La charnière CM2-6^e est particulièrement importante aussi», a-t-il ajouté dans *La Provence*, évoquant la création de «stages de remise à niveau gratuits fin août pour les élèves qui entrent en sixième». Jean-Michel Blanquer a enfin redit sa volonté de revenir dès la rentrée sur certains aspects de la réforme des collèges, notamment en ce qui concerne «les classes bilingues», dont une partie a été supprimée, «les sections européennes, le latin et le grec».

Les TGV rebaptisés «In-Oui» cet été

La nouvelle dénomination concernera uniquement les TGV classiques. L'offre à bas prix Ouigo va de son côté être étendue.

La SNCF veut attirer 15 millions de voyageurs supplémentaires dans ses TGV d'ici 2020 et va consacrer 2,5 milliards d'euros d'investissements pendant trois ans, a-t-elle annoncé hier soir. Pour atteindre cet objectif «très ambitieux», selon le président de la SNCF Guillaume Pepy, la SNCF mise donc en premier lieu sur le développement du TGV low-cost Ouigo, son «arme de conquête», qui doit passer de 5 à 25% du trafic grande vitesse d'ici 2020.

Ces 15 millions de nouveaux passagers pour le TGV seront pris pour moitié à l'avion et pour 15 à 20% au co-voiturage. Les 30 à 35% restants n'auraient pas voyagé, et c'est en développant Ouigo, dont plus de la moitié des passagers sont de nouveaux clients, que la SNCF compte les

séduire. «On a décidé de déployer Ouigo beaucoup plus massivement, en le mettant sur tous les axes nationaux», a expliqué la directrice générale de Voyages SNCF, Rachel Picard.

2,5 milliards d'euros d'investissements

De l'autre côté, l'offre TGV classique, qui va bénéficier d'une marque dédiée, in-Oui, va «passer un cap de qualité de service», promet Guillaume Pepy, évoquant un «chantier industriel, (...) un chantier de transformation». «On veut donner un nom pour que les gens voient que ça bouge, que ça se transforme», a détaillé Rachel Picard. Les agents sont formés «pour les faire évoluer vers le service, leur faire adopter une nou-

velles posture vis à vis des voyageurs, qui est plus attentive, plus attentionnée», à bord ou à quai. La SNCF va donc investir 2,5 milliards d'euros d'ici 2020, notamment pour de nouvelles rames TGV Océane (1,5 milliard d'euros), la rénovation des rames existantes, des portes d'embarquement à quai pour libérer du temps au chef de bord qui n'aura plus à contrôler les passagers, la formation des agents et de nouveaux services digitaux, notamment le wifi. Dans le cadre de cette refonte, le site voyages-sncf va être également repensé et rebaptisé «OUI.sncf».

La SNCF veut éviter que ses 105 millions de clients ne se détournent lorsqu'elle n'aura plus le monopole sur le marché français de la grande vitesse, ce qui est prévu pour 2021.

Affaire Ferrand Le parquet de Brest n'enquêtera pas

Edouard Philippe a renouvelé hier sa «confiance» à Richard Ferrand après les révélations sur une affaire immobilière concernant sa compagnie, quelques heures avant que le parquet de Brest n'annonce qu'il n'ouvrirait pas d'enquête. «En l'état, aucun des faits relatés n'est susceptible de relever d'une ou plusieurs qualifications pénales permettant d'ouvrir une enquête préliminaire», a indiqué le procureur Eric Mathais dans un communiqué. Selon Edouard Philippe (LR), les électeurs de Carhaix-Plouguer «pourront dans deux semaines dire si, comme moi,

ils ont confiance en Richard Ferrand». «Ce sera le juge de paix, celui que personne ne peut dépasser en démocratie», a-t-il ajouté, en marge d'un déplacement à Paris pour soutenir un autre ministre candidat aux législatives pour En Marche!, Mounir Mahjoubi, face au patron du PS. Selon le *Canard enchaîné*, les Mutuelles de Bretagne dont Richard Ferrand était alors le directeur général avaient souhaité en 2011 louer des locaux commerciaux à Brest pour ouvrir un centre de soins. L'entreprise avait choisi, entre trois propositions, celle d'une société immobilière appartenant à la compagnie du ministre.